



# VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne  
Semaine du 5 mai 2025

### Faits saillants

- **Pourparlers Chine-Etats-Unis à Genève les 10-11 mai ; les Américains rencontrent également les autorités suisses**
- **Après un taux d'inflation nul en avril (point bas depuis 4 ans), la BNS se retrouve sous pression**
- **Le programme d'ajustement budgétaire à moyen-terme vivement contesté**

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 08/05	Var. vs 30/04
EUR/CHF	0,9332	- 0,6 %
USD/CHF	0,8267	+ 0,1 %
SMI	12 062	- 0,5 %
Taux 10a	0,216 %	- 11 pb

### Macroéconomie

**Droits de douane américains :** Des discussions de haut niveau sont prévues les 10-11 mai à Genève, réunissant le Secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, le représentant au commerce, Jamieson Greer et le Vice-Premier ministre chinois, He Lifeng. Ces pourparlers visent à amorcer une désescalade dans la guerre commerciale en cours. Cette rencontre, qui serait à l'initiative de la Suisse, marque un succès pour la diplomatie helvétique dans son rôle de médiateur. Pour mémoire, la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, s'était rendue à Washington la semaine du 21 avril accompagnée d'une importante délégation pendant que le Conseiller fédéral aux affaires étrangères, Ignazio Cassis, était à Pékin le 24 avril.

En parallèle, la présidente Karin Keller-Sutter et le Conseiller fédéral à l'économie Guy Parmelin ont aussi rencontré les représentants américains ce 9 mai (cf. [communiqué](#)), l'objectif étant de discuter des paramètres d'une solution pour la question des droits de douane. Un peu plus tôt dans la journée, les autorités suisses ont également rencontré le Vice-Premier ministre chinois, avec qui ils ont évoqué les négociations en cours en vue de moderniser l'accord bilatéral de libre-échange.

**Inflation :** Le taux d'inflation en glissement annuel est descendu à 0,0 % en avril (après +0,3 % en février et mars), son plus bas niveau depuis 4 ans, atteignant ainsi la limite basse de l'intervalle de [0 % ; 2 %] considéré par la Banque nationale suisse (BNS) comme compatible avec la stabilité des prix à moyen terme. Ce chiffre est légèrement inférieur aux prévisions des analystes, entre +0,1 % et +0,3 %. L'inflation sous-jacente (hors produits frais, énergie et carburants) a également diminué, atteignant +0,6 % sur un an, après trois mois consécutifs à +0,9 %. Selon les analystes, la forte appréciation du franc suisse, perçu comme une valeur refuge suite aux annonces douanières du Président Trump, et la chute des prix de l'énergie ont diminué le prix des importations, réduisant d'autant l'inflation, malgré la contribution positive des loyers, en hausse. Le risque de déflation a

ainsi fortement augmenté, conduisant Martin Schlegel, le Président de la BNS, à affirmer une nouvelle fois cette semaine que la Banque centrale n'hésiterait pas à abaisser à nouveau son taux directeur, voire à l'amener en territoire négatif, si les circonstances l'exigeaient. Il a également déclaré que la BNS serait possiblement prête à intervenir sur le marché des changes, en tant que de besoin. La prochaine décision de politique monétaire de la BNS est prévue le 19 juin.

**Finances publiques :** La procédure de consultation relative au programme d'ajustement budgétaire 2027, qui avait été présenté par le Conseil fédéral en septembre dernier (cf. [Veille économique et financière du 20 au 27 septembre](#)) a pris fin le 5 mai. Ce programme a pour objectif de rétablir l'équilibre des finances publiques sur le moyen-terme, conformément au mécanisme constitutionnel du frein à l'endettement, dans un contexte de besoins de financement accrus attendus ces prochaines années (notamment avec l'accroissement des ressources budgétaires de l'armée et la contribution de la Confédération au financement de la 13<sup>ème</sup> rente AVS). Les résultats de la consultation font l'objet de vives critiques, qu'elles viennent des cantons, des partis, des syndicats, des associations ou encore des fédérations face à l'ampleur de la réduction des dépenses proposée. S'appuyant sur le rapport d'un groupe d'experts, le programme du Conseil fédéral vise à dégager des économies de dépenses comprises entre 3,6 Mds et 4,7 Mds CHF par an, entre 2027 et 2030 (soit 0,5 à 0,6 % du PIB). Les résultats de la consultation serviront de base au message que le Conseil fédéral prévoit d'adopter à l'intention du Parlement en septembre 2025, en vue d'un examen lors de la session d'hiver 2025. Une votation populaire est également probable.

**Marché du travail :** En avril, le taux de chômage au sens du SECO a légèrement diminué, à 2,8 % (-0,1 point). Les offices régionaux de placement (ORP) comptabilisaient 130 101 chômeurs inscrits à la fin du mois dernier, soit un recul de -1,9 % par rapport à mars. Sur un an toutefois, le nombre d'inscrits a progressé de +21,6 %. La dynamique de l'emploi demeure difficile, l'indicateur trimestriel de l'emploi calculé par le Centre d'études conjoncturelles (KOF) ayant reculé à sa valeur la plus basse depuis quatre ans. Les perspectives d'embauches sont encore plus moroses, l'indicateur d'attentes étant tombé en territoire négatif pour la première fois depuis la pandémie de Covid, traduisant que plus d'entreprises prévoient de réduire l'emploi plutôt que de l'augmenter dans les trois prochains mois.

**Commerce bilatéral :** Selon les douanes françaises, les exportations françaises vers la Suisse ont nettement augmenté au premier trimestre, de +33 % sur un an, principalement en raison de la livraison du paquebot MSC World America par les Chantiers de l'Atlantique à l'armateur MSC. Logiquement, l'excédent commercial bilatéral de la France vis-à-vis de la Suisse a ainsi également significativement augmenté sur la période, passant de 0,9 Md EUR au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 à 2,4 Mds EUR au 1<sup>er</sup> trimestre 2025. La prochaine livraison des Chantiers de l'Atlantique pour la Suisse est prévue en novembre 2027, avec la mise à l'eau du MSC World Atlantic.

## Secteurs non financiers

**Puces électroniques :** Selon diverses sources de presse, un porte-parole du département américain au commerce aurait annoncé le 6 mai que le gouvernement Trump allait retirer le décret interdisant à la Suisse d'importer des puces à haute performance américaines – décret qui inquiétait fortement les autorités suisses et les experts du secteur. Ce décret, qui concernait également le Mexique, Israël et le Portugal, avait été adopté par l'administration Biden, et devait entrer en vigueur à la mi-mai. L'administration américaine n'envisagerait toutefois pas de lever l'interdiction d'exporter les puces IA les plus avancées. Selon ce porte-parole, le décret serait « trop complexe, trop bureaucratique et susceptible d'entraver l'innovation américaine ». L'administration Trump prévoirait de le remplacer par une politique plus simple, favorisant l'innovation tout en assurant la domination américaine dans le domaine de l'IA. Si le groupe Nvidia s'est d'ores et déjà exprimé sur les réseaux sociaux pour saluer cette mesure, aucun communiqué officiel n'a à ce stade été publié, tant du côté américain que du côté suisse.

**Attractivité de la place économique** : Les milieux économiques ont exprimé leur inquiétude face aux effets de la guerre commerciale, appelant à des mesures urgentes pour préserver la compétitivité du pays. Les organisations Economiesuisse, Union patronale suisse (UPS), Swissmem et Association suisse d'assurances (ASA) ont plaidé pour un moratoire sur toutes les nouvelles réglementations. Elles souhaitent la mise en place d'un groupe d'experts, similaire à celui sur les finances publiques, afin d'élaborer un train de mesures permettant de renforcer la place économique. Globalement, les faitières soutiennent le plan d'allègement budgétaire du Conseil fédéral, hormis les recettes fiscales supplémentaires sur la prévoyance, et s'inquiètent de son potentiel rejet par le Parlement. Enfin, face aux tensions commerciales, les faitières ont salué les discussions en cours du Conseil fédéral avec Washington, tout en plaidant pour la poursuite de la diversification commerciale de la Suisse, appelant à de nouveaux accords de libre-échange, particulièrement avec le Vietnam et le Mercosur, et à moderniser ceux avec la Chine et le Mexique, afin de limiter les barrières douanières et soutenir les exportations suisses.

**Biotechs** : Publié cette semaine par la Swiss Biotech Association, le Swiss Biotech Report 2025 souligne la bonne performance du secteur des biotechnologies en Suisse, malgré une très légère diminution du chiffre d'affaires en 2024 (à 7,2 Mds CHF), qui fait suite au montant record de 2023 (à 7,3 Mds CHF). Les levées de fonds ont continué à croître, atteignant 2,5 Mds CHF (+25 %) et bénéficiant en particulier aux sociétés non cotées, qui ont levé 833 M CHF (+39 %). Cette hausse globale est cependant très concentrée sur quelques biotechs et masque une réalité contrastée pour de nombreuses autres entreprises qui n'ont peu ou pas bénéficié de l'augmentation des investissements. Les frais de R&D ont progressé de +8 %, atteignant 2,6 Mds CHF, et le secteur a dépassé pour la première fois les 20 000 ETP. Deux importantes opérations sont à noter en matière de fusions-acquisitions, la filiale Yellow Jersey de Numab Therapeutics a été achetée par Johnson & Johnson, le site californien de Roche à Vacaville par le sous-traitant Lonza.

**Agriculture** : En 2024, le marché du bio en Suisse a été stable, générant 4,1 Mds CHF de chiffre d'affaires et représentant 12,3 % du commerce de détail, selon la faitière Bio Suisse (label « Bourgeon »). Le nombre d'exploitations bio a légèrement diminué (7 272), pour une surface agricole identique, à 18 %. La faitière vise une exploitation de 25 % de surface agricole d'ici à 2040 et souhaite faire passer la part d'aliments bio dans les supermarchés à 15 % d'ici à 2030. Bio Suisse, dont le cahier des charges « Bourgeon » diverge sur des points essentiels des prescriptions minimales à l'étranger (y compris l'ordonnance bio de l'UE), collabore avec des exploitations bio étrangères pour compenser ce qui ne peut pas être produit localement : les importations ont ainsi atteint 158 000 tonnes en 2024, principalement en provenance d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie, représentant 60 % du volume total (1 % pour la France). L'Italie compte le plus grand nombre d'exploitations certifiées, avec 636 fermes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY, Hortense BIARD

Abonnez-vous : [berne@dgtresor.gouv.fr](mailto:berne@dgtresor.gouv.fr)

*Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*